

**N° 8496**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

---

**PROJET DE LOI**

**relatif au financement de la contribution de l'Etat  
au mécanisme de financement des énergies  
renouvelables de l'Union européenne**

\* \* \*

*Document de dépôt*

*Dépôt: le 7.2.2025*

\*

**Le Premier ministre,**

Vu les articles 76 et 95, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Constitution ;

Vu l'article 10 du Règlement interne du Gouvernement ;

Vu l'article 58, paragraphe 1<sup>er</sup>, du Règlement de la Chambre des Députés ;

Vu l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État ;

Considérant la décision du Gouvernement en conseil du 31 janvier 2025 approuvant sur proposition du Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme le projet de loi ci-après ;

**Arrête :**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme est autorisé à déposer au nom du Gouvernement à la Chambre des Députés le projet de loi relatif au financement de la contribution de l'État au mécanisme de financement des énergies renouvelables de l'Union européenne et à demander l'avis y relatif au Conseil d'État.

**Art. 2.** La Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Relations avec le Parlement est chargée, pour le compte du Premier ministre et du Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 7 février 2025

*Le Premier ministre,*

Luc FRIEDEN

*Le Ministre de l'Économie, des PME,  
de l'Énergie et du Tourisme,*

Lex DELLES

\*

## EXPOSE DES MOTIFS

Outre les efforts nationaux, la coopération européenne reste un pilier important pour la réalisation des objectifs à court, moyen et long terme. Elle occupe une place importante dans la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (ci-après « PNEC »), approuvé par le Conseil de gouvernement en date du 17 juillet 2024 et qui prévoit à l'horizon 2030 une part de 37% d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie, dont une partie sera justement portée par la coopération européenne.

La coopération européenne comporte deux volets, d'un côté les accords de coopération avec d'autres États membres (le Luxembourg a signé un tel accord avec le Danemark le 3 octobre 2022 pour la période 2021-2025) et de l'autre, le mécanisme de financement des énergies renouvelables de l'Union européenne (ci-après « REFM »). Cet instrument est indispensable pour le développement de la coopération européenne en matière d'énergies renouvelables, vu la taille du territoire national et le potentiel national limité. Ce mécanisme, prévu par le règlement sur la gouvernance de l'Union de l'énergie, instaure la possibilité pour les États membres de participer en tant qu'État membre contributeur au financement de projets de production d'énergies renouvelables dans un autre État membre, désigné dès lors comme État membre hôte. Un système d'appel d'offres à l'échelle de l'Union permet de sélectionner les projets de production d'énergies renouvelables en vue d'un soutien au titre du mécanisme. Cet instrument permet aussi de s'assurer en amont de quantités statistiques à transférer annuellement suivant la production des centrales soutenues financièrement et permet à des États membres disposant de potentiels d'énergies renouvelables moins élevés, de contribuer à la construction et l'exploitation centrales renouvelables en dehors de leur territoire.

Les quantités requises en termes de coopération européenne sont documentées dans le PNEC, ainsi que les montants prévisionnellement nécessaires à son financement. Le présent avant-projet de loi se focalise sur les quantités et montants à prévoir pour le REFM pour la période de 2025 à 2028.

Il reste à souligner que le Luxembourg a participé aux trois premiers appels à manifestation d'intérêt. Le premier est resté infructueux, faute d'États hôtes prêts à participer, tandis que le deuxième appel a porté ses fruits et a abouti à 7 projets photovoltaïques en Finlande pour une capacité totale de 213 mégawatts. En principe, les premières quantités pourront être transférées dans les statistiques nationales dès 2025.

En termes de financement, pour le premier appel lancé en 2021 qui n'avait pas abouti, faute de projets, le Luxembourg avait prévu un budget de 15 Mio € TTC. Au deuxième appel, le Luxembourg avait participé avec succès à hauteur d'un budget de 40 Mio € TTC. Le budget final attribué pour les projets retenus étant de 27,5 Mio € TTC, le montant de 12,5 Mio € TTC restant a été transféré au troisième appel.

En mai dernier, le Luxembourg a transmis son engagement formel pour participer au troisième appel, en prévoyant de nouveau un budget de 40 Mio € TTC et en additionnant les 12, 5 Mio € TTC restants du deuxième appel. Une enveloppe globale de 52,5 Mio € TTC est prévue pour des projets basés sur le photovoltaïque et l'éolien onshore en Finlande et en Estonie. Cet appel est ouvert jusqu'au 4 mars 2025.

Un quatrième appel à manifestation d'intérêt devrait être lancé sous peu par la Commission européenne.

Afin de tenir compte des besoins en coopération à moyen terme et vu que pour le REFM, les acquisitions en GWh/an ne seront transférées qu'une fois que les projets seront réalisés, donc avec un décalage d'environ 2, voire 3 ans suivant la technologie retenue, il est opportun de prévoir un budget adapté à ces besoins.

Le tableau ci-dessous est tiré du PNEC et reprend les quantités à prévoir dans le cadre du REFM.

Tableau 24 : Quantités prévisionnelles acquises par le REFM  
– 2023-2030

|      | <i>Engagement prévisionnel<br/>REFM [GWh]</i> | <i>Réalisation REFM cumulée<br/>– Production annuelle [GWh]</i> |
|------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| 2023 | 200                                           |                                                                 |
| 2024 | 300                                           |                                                                 |
| 2025 | 300                                           |                                                                 |
| 2026 | 400                                           | 200                                                             |
| 2027 | 400                                           | 500                                                             |
| 2028 | 400                                           | 800                                                             |
| 2029 | 400                                           | 1200                                                            |
| 2030 | 400                                           | 1600                                                            |

Suivant le tableau, les quantités du REFM prennent un ordre de grandeur de 200 à 400 GWh par année. Les coûts à associer à ces projets se situent dans une fourchette de 40 à 80 millions d’euros par année. Cet instrument fait recours à une mise en concurrence (le cas échéant entre différents projets, différentes technologies et différents pays hôtes).

Ainsi, il peut être attendu que les coûts par unité d’énergie renouvelable issue de ce mécanisme puissent diminuer à l’avenir et se situer autour de 10 à 13 €/MWh, voire moins. À noter également qu’à partir du moment où le socle de la coopération européenne atteint un niveau suffisamment élevé grâce au REFM, les dépenses annuelles liées à la participation des appels à projets annuels vont à nouveau diminuer (probablement à partir de 2031).

Il faut noter que, conformément aux dispositions du règlement d’exécution (UE) 2020/1294 de la Commission du 15 septembre 2020 sur le REFM, l’État membre contributeur recevra 80% de la production des installations en question et l’État membre hôte 20%. Cette répartition peut néanmoins être sujet à négociation, mais demeure pour l’instant à 80/20.

Les montants des premiers appels restent sous le seuil des 60 Mio € TTC. Durant l’actuelle législature, c’est-à dire pour les années 2025 à 2028, le Luxembourg entend acquérir 300 GWh pour 2025 et 400 GWh pour les années subséquentes.

Le coût par MWh est susceptible de diminuer d’année en année si la part des projets augmente au fil des prochains appels (sauf si, par exemple, des technologies plus onéreuses comme l’éolien offshore vont faire partie des projets du REFM).

Reste à souligner que la coopération européenne est à l’heure actuelle le moyen le moins coûteux pour augmenter la part des énergies renouvelables dans la statistique nationale, et que le REFM est à moyen terme l’instrument idéal pour diminuer davantage les coûts de la coopération européenne.

À titre d’exemple : pour l’année 2025, avec un budget de 55 Mio € TTC, le Luxembourg recevra pendant 15 ans 80% des statistiques des projets financés par le REFM. Ainsi, le coût maximal par MWh sera de 12,2 €.

Les besoins budgétaires peuvent être résumés comme suit :

| <i>Prévisions budgétaires REFM suivant la mise à jour du PNEC</i> |             |             |             |             |              |
|-------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|
|                                                                   | <i>2025</i> | <i>2026</i> | <i>2027</i> | <i>2028</i> | <i>Total</i> |
| Dépenses REFM                                                     | 55 M€       | 72 M€       | 70 M€       | 68 M€       | 265 M€       |

Étant donné que les montants à dépenser pour les années 2026 à 2028 dépassent le seuil des 60 Mio € TTC, le financement doit être prévu par une loi de financement spéciale comme exigé par l’article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l’État.

## TEXTE DU PROJET

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement est autorisé à contribuer, dans la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2028, un montant total ne pouvant dépasser 265 000 000 euros au mécanisme de financement des énergies renouvelables de l'Union européenne, visé par l'article 33 du règlement (UE) 2018/1999 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat.

**Art. 2.** Les dépenses occasionnées par l'exécution de l'article 1<sup>er</sup> sont imputées sur le Fonds climat et énergie, visé à l'article 14, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 11°, de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat.

**Art. 3.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

\*

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### *Ad Article 1er.*

L'article 1er autorise l'apport d'une contribution étatique au mécanisme de financement des énergies renouvelables de l'Union européenne permettant d'acquérir des quantités d'énergies renouvelables visées par l'article 33 du règlement (UE) 2018/1999 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat. Cette contribution de l'État nécessite une loi spéciale de financement telle que prévue par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État en raison du dépassement du seuil prévu par cette dernière qui est de 60.000.000 euros TTC.

### *Ad Article 2.*

Sans commentaire.

### *Ad Article 3.*

Sans commentaire.

\*

## FICHE FINANCIERE

(art. 79 de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget,  
la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat)

Suivant le scénario repris dans le PNEC et les besoins en coopération pour la période de 2025 à 2028, une contribution étatique maximale de 265 Mio € TTC permettra d'acquérir les quantités en énergies renouvelables prévues dans le cadre du REFM pour la période 2025-2028.

Les montants qui sont nécessaires pour couvrir cette contribution étatique au REFM seront à prévoir en alimentation du Fonds climat et énergie.

## CHECK DE DURABILITÉ - NOHALTEGKEETSCHECK



La présente page interactive nécessite au minimum la version 8.1.3 d'Adobe Acrobat® Reader®. La dernière version d'Adobe Acrobat Reader pour tous systèmes (Windows®, Mac, etc.) est téléchargeable gratuitement sur le site de Adobe Systems Incorporated.

Ministre responsable :

Le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Projet de loi ou amendement :

Projet de loi relatif au financement de la contribution de l'État au mécanisme de financement des énergies renouvelables de l'Union européenne

Le check de durabilité est un outil d'évaluation des actes législatifs par rapport à leur impact sur le développement durable. Son objectif est de donner l'occasion d'introduire des aspects relatifs au développement durable à un stade préparatoire des projets de loi. Tout en faisant avancer ce thème transversal qu'est le développement durable, il permet aussi d'assurer une plus grande cohérence politique et une meilleure qualité des textes législatifs.

1. Est-ce que le projet de loi sous rubrique a un impact sur le champ d'action (1-10) du 3<sup>ème</sup> Plan national pour un développement durable (PNDD) ?
2. En cas de réponse négative, expliquez-en succinctement les raisons.
3. En cas de réponse positive sous 1., quels seront les effets positifs et/ou négatifs éventuels de cet impact ?
4. Quelles catégories de personnes seront touchées par cet impact ?
5. Quelles mesures sont envisagées afin de pouvoir atténuer les effets négatifs et comment pourront être renforcés les aspects positifs de cet impact ?

Afin de faciliter cet exercice, l'instrument du contrôle de la durabilité est accompagné par des points d'orientation – **auxquels il n'est pas besoin de réagir ou répondre mais qui servent uniquement d'orientation**, ainsi que par une documentation sur les dix champs d'actions précités.

### 1. Assurer une inclusion sociale et une éducation pour tous.

Points d'orientation  
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Le projet de loi sous rubrique vise à instaurer une base légale pour le financement de la contribution de l'État au mécanisme de financement des énergies renouvelables de l'Union européenne et n'a pas d'impact sur l'inclusion sociale ou l'éducation.

### 2. Assurer les conditions d'une population en bonne santé.

Points d'orientation  
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Le projet de loi sous rubrique vise à instaurer une base légale pour le financement de la contribution de l'État au mécanisme de financement des énergies renouvelables de l'Union européenne et n'a pas d'impact sur les conditions d'une population en bonne santé.

### 3. Promouvoir une consommation et une production durables.

Points d'orientation  
Documentation

☒ Oui ☐ Non

Le projet de loi sous rubrique prévoit de contribuer via le mécanisme de financement des énergies renouvelables de l'Union européenne au financement de projets de production d'énergies renouvelables dans d'autres États membres, désignés dès

respecter les objectifs en termes d'énergies renouvelables prévus par la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources

#### 4. Diversifier et assurer une économie inclusive et porteuse d'avenir.

Points d'orientation  
Documentation

☒ Oui ☐ Non

Le projet de loi sous rubrique vise via une contribution financière de l'État au mécanisme de financement des énergies renouvelables de l'Union européenne à prendre part indirectement au développement et à la promotion des énergies renouvelables au sein de l'Union européenne.

#### 5. Planifier et coordonner l'utilisation du territoire.

Points d'orientation  
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Le projet de loi sous rubrique ne prévoit pas de planification, coordination ou utilisation du territoire.

#### 6. Assurer une mobilité durable.

Points d'orientation  
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Le projet de loi sous rubrique n'a pas d'influence sur la mobilité durable sur le territoire national.

#### 7. Arrêter la dégradation de notre environnement et respecter les capacités des ressources naturelles.

Points d'orientation  
Documentation

☒ Oui ☐ Non

Étant donné que les projets financés via la contribution au mécanisme de financement des énergies renouvelables de l'Union européenne se focaliseront surtout sur le photovoltaïque et l'éolien, la production d'énergies renouvelables fera diminuer en contrepartie l'utilisation de l'énergie fossile.

#### 8. Protéger le climat, s'adapter au changement climatique et assurer une énergie durable.

Points d'orientation  
Documentation

☒ Oui ☐ Non

Étant donné que les projets en question se focaliseront surtout sur le photovoltaïque et l'éolien, la production d'énergies renouvelables fera diminuer en contrepartie l'utilisation de l'énergie fossile et opte donc pour une énergie plus durable et tend à ralentir le changement climatique.

#### 9. Contribuer, sur le plan global, à l'éradication de la pauvreté et à la cohérence des politiques pour le développement durable.

Points d'orientation  
Documentation

☒ Oui ☐ Non

Le projet de loi sous rubrique n'a pas d'impact sur le plan global, à l'éradication de la pauvreté et à la cohérence des politiques pour le développement durable.

#### 10. Garantir des finances durables.

Points d'orientation  
Documentation

☒ Oui ☐ Non

Le projet de loi sous rubrique vise à financer des projets exclusivement portés sur les énergies renouvelables.

**Cette partie du formulaire est facultative - Veuillez cocher la case correspondante**

En outre, et dans une optique d'enrichir davantage l'analyse apportée par le contrôle de la durabilité, il est proposé de recourir, de manière facultative, à une évaluation de l'impact des mesures sur base d'indicateurs retenus dans le PNDD. Ces indicateurs sont suivis par le STATEC.

Continuer avec l'évaluation ? ☐ Oui ☒ Non

(1) Dans le tableau, choisissez l'évaluation : **non applicable**, ou de 1 = **pas du tout probable** à 5 = **très possible**



## FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES



La présente page interactive nécessite au minimum la version 8.1.3 d'Adobe Acrobat® Reader®. La dernière version d'Adobe Acrobat Reader pour tous systèmes (Windows®, Mac, etc.) est téléchargeable gratuitement sur le site de Adobe Systems Incorporated.

### 1. Coordonnées du projet

Les champs marqués d'un \* sont obligatoires

|                                                                            |                                                                                                                                                                         |            |                            |
|----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|----------------------------|
| Intitulé du projet :                                                       | Projet de loi relatif au financement de la contribution de l'État au mécanisme de financement des énergies renouvelables de l'Union européenne                          |            |                            |
| Ministre:                                                                  | Le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme                                                                                                         |            |                            |
| Auteur(s) :                                                                | Georges Reding                                                                                                                                                          |            |                            |
| Téléphone :                                                                | 247-84115                                                                                                                                                               | Courriel : | georges.reding@eco.etat.lu |
| Objectif(s) du projet :                                                    | Création d'une base légale pour financer via une contribution de l'État les dépenses liées au mécanisme de financement des énergies renouvelables de l'Union européenne |            |                            |
| Autre(s) Ministère(s) /<br>Organisme(s) / Commune<br>(s)<br>impliqué(e)(s) | Ministère des Finances, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable                                                                             |            |                            |
| Date :                                                                     | 07/01/2025                                                                                                                                                              |            |                            |

### 2. Objectifs à valeur constitutionnelle

Les champs marqués d'un \* sont obligatoires

**Le projet contribue-t-il à la réalisation des objectifs à valeur constitutionnelle ?** ☒ Oui ☐ Non

Dans l'affirmative, veuillez sélectionner les objectifs concernés et veuillez fournir une brève explication dans la case «Remarques» indiquant en quoi cet ou ces objectifs sont réalisés :

☐ Garantir le droit au travail et veiller à assurer l'exercice de ce droit

☐ Promouvoir le dialogue social

☐ Veiller à ce que toute personne puisse vivre dignement et dispose d'un logement approprié

☒ Garantir la protection de l'environnement humain et naturel en œuvrant à l'établissement d'un équilibre durable entre la conservation de la nature, en particulier sa capacité de renouvellement, ainsi que la sauvegarde de la biodiversité, et satisfaction des besoins des générations présentes et futures

☒ S'engager à lutter contre le dérèglement climatique et œuvrer en faveur de la neutralité climatique

☐ Protéger le bien-être des animaux

☐ Garantir l'accès à la culture et le droit à l'épanouissement culturel

☐ Promouvoir la protection du patrimoine culturel

☐ Promouvoir la liberté de la recherche scientifique dans le respect des valeurs d'une société démocratique fondée sur les droits fondamentaux et les libertés publiques

Remarques :

Le projet a trait à l'aspect financier des coopérations européennes en matière de développement des énergies renouvelables au niveau européen et plus particulièrement le mécanisme de financement des



Remarques : 

### 3. Mieux légiférer

Les champs marqués d'un \* sont obligatoires

**Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) :**
☐ Oui☒ NonSi oui, laquelle / lesquelles : Remarques / Observations : 
**Destinataires du projet :**

- Entreprises / Professions libérales :

☐ Oui☒ Non

- Citoyens :

☐ Oui☒ Non

- Administrations :

☐ Oui☒ Non
**Le principe « Think small first » est-il respecté ?**

(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

☐ Oui☐ Non☒ N.a. <sup>1</sup>Remarques / Observations : <sup>1</sup> N.a. : non applicable.
**Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ?**
☒ Oui☐ Non

Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ?

☐ Oui☒ NonRemarques / Observations : 
**Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ?**
☐ Oui☒ Non

Remarques / Observations :

**Le projet contient-il une charge administrative <sup>2</sup> pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?)**
☐ Oui☒ NonSi oui, quel est le coût administratif <sup>3</sup> approximatif total ?  
(nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)<sup>2</sup> Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.<sup>3</sup> Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).
**a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ?**
☐ Oui☐ Non☒ N.a.

Si oui, de quelle(s)  
donnée(s) et/ou  
administration(s)  
s'agit-il ?

**b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel <sup>4</sup> ?**

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, de quelle(s)  
donnée(s) et/ou  
administration(s)  
s'agit-il ?

<sup>4</sup> Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE. ([www.cnpd.public.lu](http://www.cnpd.public.lu))

**Le projet prévoit-il :**

- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.
- des délais de réponse à respecter par l'administration ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.
- le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

**Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ?**

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, laquelle :

**En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ?**

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Sinon, pourquoi ?

**Le projet contribue-t-il en général à une :**

**a) simplification administrative, et/ou à une**

☐ Oui ☒ Non

**b) amélioration de la qualité réglementaire ?**

☐ Oui ☒ Non

Remarques / Observations :

**Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ?**

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

**Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)**

☐ Oui ☒ Non

Si oui, quel est le délai  
pour disposer du nouveau  
système ?

**Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ?**

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, lequel ?

Remarques / Observations :

#### 4. Egalité des chances

Les champs marqués d'un \* sont obligatoires

**Le projet est-il :**

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez  
de quelle manière :

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☒ Oui ☐ Non

Si oui, expliquez pourquoi :

Le projet est neutre en matière d'égalité femmes-hommes car il n'a pas d'impact dans ce domaine.

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez  
de quelle manière :

**Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ?** ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, expliquez  
de quelle manière :

## 5. Projets nécessitant une notification auprès de la Commission européenne

**Directive « services » : Le projet introduit-il une exigence en matière d'établissement ou de prestation de services transfrontalière ?** ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, veuillez contacter le Ministère de l'Economie en suivant les démarches suivantes :

<https://mecco.gouvernement.lu/fr/le-ministere/domaines-activite/services-marche-interieur/notifications-directive-services.html>

**Directive « règles techniques » : Le projet introduit-il une exigence ou réglementation technique par rapport à un produit ou à un service de la société de l'information (domaine de la technologie et de l'information)?** ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, veuillez contacter l'ILNAS en suivant les démarches suivantes :

<https://portail-qualite.public.lu/content/dam/qualite/publications/normalisation/2017/ilnas-notification-infolyer-web.pdf>

